

GOUVERNEMENT WALLON

Un contrat d'insertion pour les jeunes

L'emploi au cœur de la DPR présentée ce vendredi. Mesure phare, un contrat d'insertion pour les jeunes sans boulot depuis 18 mois.

● **Martial DUMONT**

C'est le grand jour pour le futur gouvernement wallon. Dans la journée, PS et cdH devraient présenter à l'Élysette, à Namur, les Déclarations de Politiques Régionale et Communautaire autour desquelles planent depuis des semaines comme un mystère.

Car les négos wallonnes, c'est un peu comme *Twin Peaks* : tout le monde sait des trucs, mais personne ne dit rien. Ou si peu.

Hier, on a tout de même réussi à arracher la ligne de conduite de la DPR. Qui n'étonnera per-

sonne : c'est l'emploi qui sera au cœur des préoccupations du (des) gouvernement(s). Particulièrement celui des jeunes.

Avec une mesure phare identique à celle dévoilée par le futur gouvernement bruxellois il y a quelques jours : un contrat d'insertion pour les jeunes.

Celui-ci devrait permettre à chaque jeune d'obtenir un emploi, un stage ou une formation 18 mois après la sortie de l'école s'il n'a toujours rien trouvé. Le contrat pourrait alors se faire via une entreprise privée (avec subsides régionaux) ou dans l'administration publique.

Une mesure qui sera évidemment liée à un effort particulier sur la formation et le lien entre école et entreprise.

Le décret inscription aménagé

À propos d'enseignement, il semble que ce soit précisément lui qui ait clôturé les discussions. Et notamment le décret inscription dont on sait qu'il est sur la sellette.

Cette année encore, pour l'heure, un bon millier d'élèves sont toujours sans école et piaffent sur les listes d'attente. Visiblement, le prochain gouvernement apportera quelques modifications au décret. D'aucuns parlent de la suppression de critères de priorité, comme la fratrie.

Mais rien n'est moins sûr. Selon nos sources, le décret ne devrait en fait pas être modifié fondamentalement. En revanche, il semble qu'un effort tout particulier sera fait sur la création de nouvelles places et la construction de nouvelles écoles.

Ce qui, vu le contexte budgétaire actuel, impliquera inévitablement des économies dans d'autres domaines.

Un contexte budgétaire présent tout au long des négociations. Et c'est ce qui les a rendues aussi longues et aussi fastidieuses : jamais la formation d'un gouvernement wallon n'a pris autant de temps ■

Trois places en plus

A priori, le nombre de ministres wallons et communautaires ne devrait pas varier et rester à 11 (8 Wallons, dont 4 à double casquette, et 3 communautaires « purs »).

Les 3 ministres Ecolo étant de facto dégagés, il reste donc un nombre de places identiques à pourvoir au cdH et au PS en plus de celles qui revenaient aux deux partis lors de la législature précédente.

S'il semble acquis que Demotte deviendra ministre-président de la Communauté, il resterait donc deux postes pour de nouvelles têtes. Au PS, on parle de l'arrivée de Nicolas Martin, bourgmestre ff de Mons qui rendrait son poste à Di Rupo quand il quittera le 16. Et au cdH ? Certains, dit-on, poussent Lutgen dans le dos pour reprendre un ministère. Le Bastognard se tâterait... **M. Dum.**

L'heure du point final et des paquets de compétences

• **Pascale SERRET**

C'est un dernier tour de lecture qui devait encore occuper, hier en fin de journée, les négociateurs wallons et communautaires. « Ça ne coince plus sur rien. On en est aux derniers arbitrages. On met le point final », confirme une de nos sources. Il était toujours question d'atterrir dans la soirée ou ce matin.

Le noyau dur des négociateurs est resté soudé jusqu'au bout sur au moins un mot d'ordre : on ne laisse rien filtrer (ou presque). Au point où même l'actuel ministre-président Rudy Demotte est un peu condamné à l'isolement dans son propre espace de travail. L'Élysette est en effet occupée depuis le début des discussions par Elio Di Rupo, Paul Magnette et Benoît Lutgen (ainsi que leurs spécialistes respectifs). On pourrait imaginer un minimum d'échanges,

de porosité entre les cloisons à ce niveau-là de la hiérarchie du parti. Mais, pour ce qu'on en sait, c'est non. On partage l'espace, pas les secrets d'alcôve. « Ils sont très discrets. Même en interne, on n'entend pas grand-chose », constate un familier des rouages politiques wallons.

« Qui veut l'énergie ? »

Bref. Les congrès de participation devraient se tenir samedi ou dimanche. Une étape symbolique qui consiste, pour chaque parti qui a pris part aux négociations (en Région wallonne, le PS et le cdH), à donner son accord formel sur le plan proposé pour la future majorité.

À ce stade-là, les compétences ne sont a priori pas encore officiellement attribuées. Mais les partis concernés en ont évidemment déjà parlé. « On fait le tour, on voit quels paquets de compétences pourraient le mieux s'ac-

corder pour le plus d'efficacité et on vérifie la marge de manœuvre envisageable... Chacun donne son avis, mais rien n'est décidé », commente une source.

Le casting des ministres reste entièrement du ressort des présidents de parti. Un coup de fil, parfois tard dans la soirée...

Même s'il va falloir se serrer la ceinture dans toutes les matières, on imagine que certains postes seront plus soutenus que d'autres. D'emblée, Paul Magnette avait insisté sur le Plan Marshall (« Il faut amplifier et intensifier cet effort », disait le président socialiste ff lors de la conférence de presse annonçant la coalition rouge-romaine, le 5 juin dernier), ainsi que sur les nouvelles compétences, l'emploi et la convergence entre enseignement et formation.

Mais bonne chance à celui qui aura à gérer la compétence « Énergie » et la saga des certificats verts. La patate chaude ? ■